



LES PEUPLES CONTINUENT DE PAYER LA CRISE DU CAPITALISME

Cette crise est loin d'être terminée. Elle prend une nouvelle ampleur.

En Europe. Les dettes des Etats, gonflées par le sauvetage du système en 2008, explosent avec pour conséquence un cortège de plans d'austérité. Grèce, Irlande, Portugal, Espagne, Italie sont en première ligne. Soumise à la pression du FMI (C. Lagarde vient de déclarer que la *Grèce doit faire plus*), de l'Union Européenne et de la Chancelière allemande, l'Italie est sommée d'adopter sans délai un plan d'austérité de 68 milliards d'euros. Le gouvernement italien s'exécute donc avec le soutien de la gauche. Le secteur public est ainsi bradé au profit du capitalisme, lequel s'empare à bon compte de pans entiers de l'économie qui lui échappaient.

Les banques françaises qui ont massivement spéculé en exportant des capitaux en Grèce et en Italie sont particulièrement exposées. Selon la Banque des règlements internationaux, l'exposition totale des banques françaises en Italie, secteur privé compris, dépasserait 393 milliards de dollars

Pour la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne, la BNP, le C.A., Natixis, la Société Générale sont exposés pour 17, 683 milliards d'euros.

Aux USA. Ils ne se portent pas mieux. Leur dette est énorme. Le chômage remonte à 9,2%, la production industrielle stagne. Obama veut réduire la dette de 4.000 milliards de dollars en dix ans en taillant dans les dépenses sociales ce qui est insuffisant pour les Républicains. Ils ont jusqu'au 2 août pour s'entendre sur la meilleure façon de faire payer la crise aux Américains et si le Parlement ne vote pas d'ici là le relèvement du plafond de la dette les USA seront en quasi-faillite.

En Chine. Pour la première fois depuis 28 mois, les exportations reculent tandis que l'inflation des prix des produits alimentaires atteint 14%, celui des produits non alimentaires +3%.

Tous d'accord et chacun pour soi.

Les gouvernements mettent les états au service du capital. Tous sont d'accord pour faire payer la crise aux peuples avec le plan de stabilité européen, et en même temps chacun s'emploie à préserver les intérêts de ses possédants dans les meilleures conditions pour dépecer l'autre et pour gagner de nouvelles parts de marchés. C'est le cas en Europe. Le capitalisme ne connaît pas la coopération. Il ne connaît que la concurrence et ses profits.

Certains en France, à droite comme à « gauche » se saisissent de la situation pour avancer l'idée d'un gouvernement économique européen, et de plus de fédéralisme

pour résoudre la crise. C'est un leurre pour accélérer la construction de cette Europe capitaliste qui n'existe que pour exploiter les populations.

Dettes et élections présidentielles

Une campagne est menée par le patronat, des « experts », et tous ceux pour qui le capitalisme est le seul système possible. Ils donnent de la voix et expliquent qu'il est impossible d'échapper à plus d'austérité, à la hausse des impôts, et à la liquidation des acquis sociaux. Pour rendre la France compétitive il faut disent-ils du sang et des larmes.

Tous les candidats déclarés font campagne sur ces idées pour ne pas laisser à nos enfants une dette, résultat de notre égoïsme. Ils veulent en fait nous culpabiliser, dédouaner le capital et profiter de cette élection pour faire ratifier ces idées et conduire les électeurs à accepter toujours plus de sacrifices.

Les communistes feront tout pour faire barrage à ce piège. Une autre politique est possible. Pour cela une seule solution, la lutte sans concession contre le capitalisme.

www.sitecommunistes.org